

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/TMB/R/90

20 septembre 2002

(02-5035)

---

## Organe de supervision des textiles

### RAPPORT DE LA QUATRE-VINGT-ONZIÈME RÉUNION

1. L'Organe de supervision des textiles a tenu sa quatre-vingt-onzième réunion les 29 et 30 juillet 2002.
2. M. Otto Wentzel (Norvège) a été choisi pour remplacer M. A.R. Moroz (Canada) en tant que membre de l'Organe. Il a désigné M. Moroz comme suppléant. M. Hisashi Yoshikawa (Japon) a été choisi pour remplacer M. Shingo Yamagami (Japon) en tant que membre de l'Organe. Il a désigné M. Yamagami comme suppléant. M. S.I.M. Nayyar (Pakistan) a été choisi pour remplacer Mme Liping Zhang (Chine) en tant que membre de l'Organe. Il a désigné Mme Zhang comme premier suppléant et Mme My Yen Lu (Macao, Chine) comme deuxième suppléant.
3. Étaient présents à la réunion les membres et/ou suppléants suivants: MM. Alvarado/Gough; Dalela; Ekawat; Karapinar; Moroz; Nayyar/Mme Zhang/Mme Lu; MM. Shin/Lee; Mme Simopoulos; MM. Tagliani; Yoshikawa.
4. L'OSpT a adopté le rapport de sa quatre-vingt-dixième réunion (G/TMB/R/89).

### **Mise en œuvre des dispositions de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV) relatives à la majoration des coefficients de croissance en ce qui concerne les Membres ayant récemment accédé à l'OMC**

#### a) Historique et considérations préliminaires

5. Compte tenu des échanges de vues préliminaires qu'il avait eus lors de quelques-unes de ses précédentes réunions, l'OSpT a jugé nécessaire de traiter, dans le cadre d'un débat ciblé, la question transversale de la façon dont il convenait d'appliquer les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance figurant à l'article 2:13 et 2:14 aux Membres ayant récemment accédé à l'OMC, tels que la Chine et le Taipei chinois. Il fallait trouver un terrain d'entente pour pouvoir achever, dans les meilleurs délais, l'examen de plusieurs notifications faites à l'OSpT au titre de l'article 2:1 et 2:2. L'OSpT pensait donc que les conclusions qu'il formulerait à ce sujet devraient être portées à l'attention des Membres concernés, indépendamment de certains autres aspects qui pourraient appeler des éclaircissements supplémentaires, avant l'achèvement de l'examen, conformément à l'article 2:21, des notifications en question.
6. L'OSpT a rappelé que quatre Membres – Canada, Communautés européennes, États-Unis et Turquie – avaient communiqué des notifications détaillées distinctes sur les restrictions quantitatives qu'ils appliquaient en vertu de l'article 2:1 aux importations de certains produits textiles et vêtements provenant respectivement de la Chine et du Taipei chinois. Aucune des notifications initiales ne contenait des renseignements sur les modalités d'application des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance, mais par la suite les quatre Membres concernés avaient fourni les renseignements pertinents en réponse aux demandes de l'OSpT. En outre, la Chine avait porté à l'attention de l'OSpT, au titre de l'article 2:2, des observations relatives à cet aspect de la notification

dans trois des quatre cas, tandis que dans les observations qu'il avait faites au titre de l'article 2:2, le Taipei chinois n'avait pas du tout abordé cette question.

7. Pour commencer, l'OSpT a relevé que l'ATV ne contenait aucune disposition donnant des indications sur la façon dont il conviendrait d'appliquer les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance aux Membres qui accéderaient à l'OMC plusieurs années après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. L'article 2:13 et 2:14 de l'ATV, qui prévoyait une augmentation par étapes bien définies du coefficient de croissance annuelle des restrictions quantitatives reprises de l'ancien régime de l'AMF et notifiées conformément à l'article 2:1 de l'ATV, était essentiellement conçu pour fournir des règles claires applicables aux exportateurs faisant l'objet de restrictions qui étaient devenus Membres au moment de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC.<sup>1</sup> Par conséquent, le niveau des restrictions auxquelles l'augmentation des coefficients de croissance devait s'appliquer était défini à l'article 2:13 dans les termes suivants: "Le niveau de chaque restriction appliqué en vertu d'accords bilatéraux conclus au titre de l'AMF est en vigueur pendant la période de 12 mois qui précédera la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC." L'ATV ne contient pas de disposition concernant les niveaux de base et la majoration des coefficients de croissance à appliquer aux exportateurs visés par des restrictions qui n'accéderaient à l'OMC que durant les deuxième ou troisième étapes du processus d'intégration.

8. Dans le cas de ces nouveaux Membres, les questions pertinentes, telles que la définition du niveau de base auquel les dispositions de l'article 2 de l'ATV devaient s'appliquer et la façon dont il conviendrait d'appliquer l'augmentation des coefficients de croissance à ces niveaux de base, avaient été réglées entre les Membres de l'OMC et les nouveaux Membres concernés dans le cadre de leurs négociations d'accession. Dans la plupart des cas, les conditions et modalités convenues étaient indiquées dans les rapports des groupes de travail de l'accession du pays concerné. L'OSpT a relevé que i) ces questions avaient été réglées durant les négociations d'accession aux fins de l'application des différentes dispositions de l'ATV, y compris son article 2; ii) le texte des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance qui figurait dans les rapports des groupes de travail de l'accession mentionnait expressément l'application des articles pertinents de l'ATV (notamment l'article 2:13 et 2:14); iii) conformément à l'article 2:21, l'OSpT était chargé de suivre l'application de l'article 2. Par conséquent, pour s'acquitter de sa tâche, l'OSpT était également tenu d'examiner les modalités convenues et les indications fournies par les Membres dans leurs instruments d'accession en ce qui concerne l'application des dispositions de l'ATV relatives à la majoration des coefficients de croissance, et de se mettre d'accord à leur sujet. Seule une telle interprétation commune pourrait fournir une base et donner à l'OSpT un point de repère qui lui permettrait de vérifier si la mise en œuvre des dispositions pertinentes était conforme aux prescriptions fixées par les Membres.

9. L'OSpT a rappelé que la Chine était devenue Membre de l'OMC le 11 décembre 2001, c'est-à-dire durant l'étape 2 du processus d'intégration de l'ATV, tandis que l'accession du Taipei chinois était entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002, c'est-à-dire le premier jour de l'étape 3 du processus d'intégration. Par conséquent, ces deux Membres avaient accédé à l'Organisation durant des étapes différentes du processus d'intégration, bien que les dates de leur accession ne soient séparées que de 21 jours. Les dispositions pertinentes des rapports des groupes de travail de l'accession de ces deux Membres étaient similaires mais pas identiques. Sur la base de ces deux considérations, l'OSpT a

---

<sup>1</sup> En vertu des dispositions de l'ATV, les majorations prescrites sont liées aux coefficients de croissance repris de l'ancien régime de l'AMF. Durant l'étape 1 (1995-1997), les coefficients de croissance annuelle initiaux notifiés devaient être majorés d'au moins 16 pour cent (article 2:13). Durant l'étape 2 (1998-2001), le niveau de chaque restriction restant en vigueur devait être augmenté dans des proportions au moins égales au coefficient de croissance applicable pendant l'étape 1 majoré de 25 pour cent (article 2:14 a)). Durant l'étape 3 (2002-2004), le coefficient de croissance applicable aux restrictions considérées pendant l'étape 2 doit être majoré de 27 pour cent au moins.

conclu qu'il était préférable d'examiner individuellement les dispositions applicables à ces deux Membres.

b) Chine

10. Le paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine est libellé comme suit:

"Des membres du Groupe de travail ont formulé une proposition que le représentant de la Chine a acceptée tendant à ce que les restrictions quantitatives maintenues par des Membres de l'OMC à l'importation de textiles et de vêtements originaires de la Chine qui étaient en vigueur le jour précédant la date d'accession de la Chine soient notifiées à l'Organe de supervision des textiles ("OSpT") comme étant les niveaux de base aux fins de l'application des articles 2 et 3 de l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements ("ATV"). Ces Membres ont estimé que le membre de phrase "le jour précédant [la date d']entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC", figurant à l'article 2:1 de l'ATV, devrait être considéré comme renvoyant au jour précédant la date d'accession de la Chine. La majoration des coefficients de croissance prévue à l'article 2:13 et 2:14 de l'ATV devrait être appliquée comme il convient à ces niveaux de base à partir de la date d'accession de la Chine. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements."<sup>2</sup>

11. L'OSpT a relevé que l'avant-dernière phrase du paragraphe cité traitait de la mise en œuvre des dispositions de l'ATV relatives à la majoration des coefficients de croissance. Il a rappelé que les renseignements fournis par les Membres qui appliquaient des restrictions au sujet de la façon dont ils s'étaient acquittés de ces obligations pouvaient être résumés comme suit:

- Le Canada a indiqué qu'il avait "majoré le coefficient de croissance pour le niveau de limitation restant avec la Chine de 25 pour cent puis de 27 pour cent le 1<sup>er</sup> janvier 2002".<sup>3</sup>
- Les Communautés européennes avaient indiqué qu'elles avaient "majoré le coefficient de croissance pour les niveaux de limitation restants avec la Chine de 25 pour cent puis de 27 pour cent le 1<sup>er</sup> janvier 2002".<sup>4</sup>
- La Turquie avait dans un premier temps indiqué<sup>5</sup> qu'elle avait majoré le coefficient de croissance pour les niveaux de limitation restants au 1<sup>er</sup> janvier 2002 de la même façon que le Canada et les Communautés européennes. Toutefois, dans une communication ultérieure, elle avait déclaré qu'elle avait "majoré les coefficients de croissance pour les niveaux de limitation restants avec la Chine de 16 pour cent, de 25 pour cent puis de 27 pour cent, aux fins du calcul des niveaux des contingents pour 2002".<sup>6</sup>

---

<sup>2</sup> Voir WT/ACC/CHN/49.

<sup>3</sup> Voir G/TMB/N/62/Add.3/Corr.1.

<sup>4</sup> Voir G/TMB/N/60/Add.5/Suppl.1.

<sup>5</sup> Voir G/TMB/N/422/Add.1.

<sup>6</sup> Voir G/TMB/N/422/Add.2.

- Les États-Unis, en réponse à la demande d'éclaircissements de l'OSpT, avaient indiqué que: "Conformément au rapport du Groupe de travail, selon lequel les dispositions de l'ATV relatives aux coefficients de croissance devraient "être appliquée[s] comme il convient [...] à partir de la date d'accession", il a été déterminé qu'il convenait d'appliquer un coefficient de croissance accéléré de 25 pour cent, au prorata, pour la période en question (11-31 décembre 2001) où la Chine était Membre de l'OMC, pour ce qui est de l'étape 2. Ainsi, des contingents ajustés pour l'étape 2 devraient être calculés sur la base du coefficient de croissance pour l'étape 2 au prorata. Afin de déterminer le coefficient de croissance des contingents de la Chine pour les années 2002-2004, nous avons majoré de 27 pour cent le coefficient de croissance calculé, au prorata, pour ce qui est de l'étape 2, utilisé pour déterminer les contingents théoriques de 2001 de la Chine, ce qui est ce que prévoit l'ATV pour l'étape 3 [...]"<sup>7</sup> Les renseignements communiqués par les États-Unis laissaient entendre implicitement que ces majorations étaient entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

12. Sur la foi des renseignements mis à la disposition de l'OSpT, on pouvait donc établir que les quatre Membres qui appliquaient des restrictions en vertu de l'article 2:1 avaient appliqué les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance à la même date, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> janvier 2002. Toutefois, seule la Turquie avait majoré le coefficient de croissance applicable au niveau de base de 16 pour cent, ce qui était le coefficient de croissance prévu pour l'étape 1 du processus d'intégration à l'article 2:13. Le Canada et les Communautés européennes avaient agi de façon identique, en appliquant intégralement la majoration de 25 pour cent puis en appliquant la majoration supplémentaire de 27 pour cent prévue pour l'étape 3. Les États-Unis avaient adopté une approche plus restrictive en n'appliquant la majoration de 25 pour cent qu'au prorata de la période (21 jours) durant laquelle la Chine avait été Membre de l'OMC pendant la deuxième étape d'intégration, et avaient ensuite appliqué une majoration supplémentaire de 27 pour cent au coefficient de croissance déjà majoré au prorata pour l'étape 2. À l'évidence, cette approche avait un effet sur le niveau des limitations pour l'année 2002.

13. L'OSpT a aussi rappelé que dans certaines des notifications faites au titre de l'article 2:2, la Chine avait formulé des observations au sujet de l'application des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance par les Membres concernés:

- En ce qui concerne le Canada, la Chine avait déclaré que:  
  
"Des coefficients de croissance de 16 pour cent, 25 pour cent et 27 pour cent seront successivement appliqués à la Chine aux dates appropriées comme il est spécifié au paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine, ou la Chine se verra tout au moins appliquer un coefficient de croissance de 25 pour cent le 11 décembre 2001, coefficient qui sera encore majoré de 27 pour cent le 1<sup>er</sup> janvier 2002." (non souligné dans le texte)<sup>8</sup>
- En ce qui concerne la Turquie, la notification de la Chine contenait le passage suivant:  
  
"Le paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine est ainsi libellé: "Ces Membres ont estimé que le membre de phrase

---

<sup>7</sup> Voir G/TMB/N/63/Add.12/Suppl.1.

<sup>8</sup> Voir G/TMB/N/437.

"le jour précédant [la date d']entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC", figurant à l'article 2:1 de l'ATV, devrait être considéré comme renvoyant au jour précédant la date d'accession de la Chine." En conséquence, la Turquie devrait traiter la Chine comme si celle-ci était devenue Membre de l'OMC le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et les avantages commerciaux prévus par l'ATV doivent s'appliquer à la Chine également." (non souligné dans le texte)<sup>9</sup>

- En ce qui concerne les États-Unis, la première série d'observations communiquées par la Chine<sup>10</sup> était identique à celle qui concernait la Turquie. Toutefois, dans une notification ultérieure contenant des observations sur la méthode appliquée par les États-Unis, la Chine avait déclaré ce qui suit:

"En ce qui concerne l'application des coefficients de croissance prévus pour les deuxième et troisième étapes, la Chine considère que les coefficients de croissance de 25 pour cent et de 27 pour cent seront pleinement appliqués d'après la méthode de calcul suivante:

Niveau du contingent pour 2002 = Niveau du contingent pour 2001 x [1 + coefficient de croissance annuel initial x (1+25%)] x [1 + coefficient de croissance annuel initial x (1+25%) x (1+27%)].

La Chine demande que les États-Unis appliquent les coefficients de croissance de cette façon."<sup>11</sup>

14. On a aussi relevé que la Chine n'avait pas fait d'observations sur la façon dont les Communautés européennes avaient appliqué les dispositions relatives à la majoration des taux de croissance, bien qu'elles aient appliqué la même méthode que le Canada. La Chine n'avait fait d'observations qu'au sujet de ce dernier.

15. Sur la base des notifications communiquées par les quatre Membres appliquant des restrictions au titre de l'article 2:1, on pouvait établir que, conformément à la première phrase du paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine, dans chacun des quatre cas, le niveau des limitations appliquées le 10 décembre 2001 (c'est-à-dire la veille de l'accession de la Chine) avait été notifié et avait été considéré comme niveau de base aux fins de l'application de l'article 2 de l'ATV, y compris en ce qui concerne les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance. Pour ce qui est de l'application de ces dernières, l'OSpT a relevé que le Canada, les Communautés européennes, les États-Unis et la Turquie avaient respecté les prescriptions de l'article 2:14 b) relatives à l'étape 3 de la même façon: les coefficients de croissance majorés calculés (pas nécessairement de la même manière) aux fins de l'étape 2 avaient été à nouveau majorés au 1<sup>er</sup> janvier 2002 de 27 pour cent pour déterminer le niveau des contingents pour 2002.

16. Ayant examiné l'historique résumé aux paragraphes 10 à 15, l'OSpT a conclu que pour parvenir à une position commune concernant tous les aspects des prescriptions visant l'application des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance, il fallait se poser trois questions:

---

<sup>9</sup> Voir G/TMB/N/447.

<sup>10</sup> Voir G/TMB/N/445.

<sup>11</sup> Voir G/TMB/N/445/Add.2.

- Les Membres appliquant des restrictions étaient-ils aussi tenus, en vertu des instruments d'accession, d'appliquer la majoration d'au moins 16 pour cent des coefficients de croissance de base prévus pour l'étape 1 à l'article 2:13?
- Quelle était la méthode qu'il fallait appliquer pour la majoration des coefficients de croissance de l'étape 2 (article 2:14 a))?
- À quelle date les Membres qui restreignaient leurs importations devaient-ils appliquer les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance?

i) Les Membres appliquant des restrictions étaient-ils aussi tenus d'appliquer la majoration d'au moins 16 pour cent prévue pour l'étape 1 à l'article 2:13?

17. Selon la troisième phrase du paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine, "la majoration des coefficients de croissance prévue à l'article 2:13 et 2:14 de l'ATV devrait être appliquée comme il convient à ces niveaux de base [c'est-à-dire ceux en vigueur le 10 décembre 2001] à partir de la date d'accession de la Chine". L'OSpT a fait observer que si l'on lisait cette phrase en omettant l'expression "comme il convient", les obligations seraient sans ambiguïté ni équivoque: le 11 décembre 2001, les coefficients de croissance repris du régime antérieur à l'ATV auraient dû être majorés d'abord d'au moins 16 pour cent comme prévu à l'article 2:13, puis d'au moins 25 pour cent comme prévu à l'article 2:14 a). Ensuite, au premier jour de l'étape 3, c'est-à-dire au 1<sup>er</sup> janvier 2002, une nouvelle majoration d'au moins 27 pour cent devait être appliquée conformément aux dispositions de l'article 2:14 b). À la lumière de ces considérations, l'OSpT a décidé de réfléchir au sens ordinaire de l'expression "comme il convient" pour voir si cette interprétation pourrait affecter (et dans l'affirmative, de quelle façon) le sens de l'ensemble de la phrase et des obligations juridiques qui en découlaient. La consultation de plusieurs dictionnaires<sup>12</sup> indiquait, pour l'expression "comme il convient" plusieurs définitions: adapté; conforme [à l'occasion et aux circonstances]; particulièrement adapté ou compatible; de façon appropriée. En remplaçant l'expression "comme il convient" par ces définitions, on pourrait interpréter l'ensemble de la phrase de telle façon que la majoration des coefficients de croissance prévue à l'article 2:13 et 2:14 de l'ATV devrait s'appliquer aux niveaux de base repris du régime antérieur à l'ATV d'une façon (particulièrement) appropriée, ou adaptée, ou adaptée à l'occasion (particulière) et aux circonstances, à compter de la date de l'accession de la Chine. Il apparaissait donc à l'OSpT que l'expression "comme il convient" pouvait introduire une certaine marge d'interprétation de la phrase (et donc des engagements juridiques qui en découlaient). Cette marge d'interprétation ne pouvait pas être définie avec plus de précision; elle semblait être conçue de façon à ce qu'on puisse tenir compte de l'occasion ou des circonstances particulières. Quoi qu'il en soit, le fait que les mots "comme il convient" aient été inclus dans le libellé pouvait aussi impliquer que tout ce que prescrivait cette phrase ne devrait pas nécessairement être appliqué de la même façon ou dans les mêmes délais que s'il n'y avait pas eu cette réserve. Selon l'OSpT, cette observation pouvait soulever une autre question, à savoir celle de la partie de la phrase à laquelle s'appliquait l'expression "comme il convient". Il n'y avait pas non plus de réponse totalement univoque à cette question. Une des interprétations possibles était que la réserve "comme il convient" était liée à la dernière proposition de la phrase, c'est-à-dire celle qui indiquait que les engagements en question devaient s'appliquer "à partir de la date d'accession de la Chine". Si cela avait été la seule interprétation possible, l'insertion de l'expression "comme il convient" n'aurait eu aucun effet sur les autres éléments de la phrase, y compris celui concernant l'obligation d'appliquer la majoration du coefficient de croissance prévue à l'article 2:13. Toutefois, les membres de l'OSpT ont reconnu qu'une autre interprétation était envisageable, à savoir que l'expression "comme il convient"

---

<sup>12</sup> Shorter Oxford English Dictionary, troisième édition, Pocket Oxford Dictionary, quatrième édition, Webster's New Collegiate Dictionary.

pouvait s'appliquer à tous les éléments (et donc aussi à tous les engagements) mentionnés dans la phrase, y compris l'article 2:13.

18. Récapitulant son examen des passages pertinents du paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine, l'OSpT a conclu que ce paragraphe en lui-même ne permettait pas de répondre de façon claire et sans ambiguïté à la question de savoir si les Membres qui appliquaient des restrictions étaient aussi tenus d'appliquer la majoration d'au moins 16 pour cent des coefficients de croissance initiaux prévue à l'article 2:13 de l'ATV. En insérant l'expression "comme il convient", les auteurs du texte avaient non seulement introduit la possibilité d'une certaine souplesse dans l'application effective des dispositions, mais aussi laissé une importante ambiguïté dans le libellé.

19. Bien qu'il soit impossible d'extraire des indications claires de ce paragraphe de l'instrument d'accession, l'OSpT a considéré qu'il fallait poursuivre l'examen de la question en continuant de réfléchir aux éventuels arguments qu'on pourrait formuler dans le contexte de l'ATV en faveur de l'une ou l'autre des interprétations des dispositions pertinentes. Toutefois, ce faisant, il ne fallait pas perdre de vue les passages pertinents du paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail.

20. L'OSpT a reconnu qu'on pouvait aussi interpréter le paragraphe 241 de telle façon qu'il impliquerait aussi l'obligation d'appliquer la majoration d'au moins 16 pour cent des coefficients de croissance initiaux prévue à l'article 2:13 pour l'étape 1. Les arguments à l'appui d'une telle interprétation pouvaient se résumer comme suit:

- L'article 2:13 est expressément mentionné dans le rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine, qui a été adopté par les Membres de l'OMC en novembre 2001, près de quatre ans après l'achèvement du processus d'intégration de l'étape 1. Si les Membres avaient eu l'intention de ne pas appliquer la majoration de 16 pour cent du coefficient de croissance, ils auraient pu simplement omettre la mention de l'article 2:13 dans le texte.
- À compter du 11 décembre 2001, date de son accession à l'OMC, la Chine avait les mêmes obligations que les autres Membres de l'OMC et devrait donc également jouir des mêmes droits et avantages conférés par l'ATV que tous les autres Membres. Dans ces conditions, puisque la Chine devait mettre en œuvre simultanément les étapes 1, 2 et 3 de son programme d'intégration, il aurait aussi fallu qu'elle bénéficie des avantages découlant de tous les aspects de la mise en œuvre de la première étape du processus, faute de quoi l'équilibre des droits et obligations serait faussé: la Chine assumerait les mêmes obligations que tous les autres Membres de l'OMC mais ne jouirait pas des mêmes avantages.
- Cela était d'autant plus vrai qu'aucun des Membres qui appliquaient des restrictions n'avait nié à la Chine le droit de bénéficier de la mise en œuvre de leurs programmes d'intégration pour l'étape 1 (et l'étape 2). En conséquence, les restrictions quantitatives visant des produits relevant de l'ATV qui avaient été éliminés en vertu de l'intégration des étapes antérieures avaient également cessé d'être appliquées aux importations provenant de la Chine en raison de son accession à l'OMC. Il ne serait pas cohérent d'accorder à la Chine certains avantages (application intégrale des programmes d'intégration) tout en lui refusant d'autres avantages (majoration de 16 pour cent des coefficients de croissance appliquée pour l'étape 1).
- Si l'on suivait ce raisonnement jusqu'au bout, l'expression "comme il convient" servirait simplement à préciser qu'en devenant Membre le 11 décembre 2001, la Chine avait droit de jouir immédiatement des avantages résultant de la majoration des coefficients de croissance prévus pour les étapes 1 et 2, mais pas encore de ceux

prévus pour l'étape 3, puisqu'il ne convenait d'appliquer cette dernière majoration qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002.

- On pouvait aussi soutenir que ce serait la seule interprétation raisonnable des conditions établies au paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but des instruments d'accession. Selon cet argument, ces instruments définissaient les conditions de l'accession de la Chine et les droits et obligations en résultant, respectivement, pour la Chine et les autres Membres de l'OMC. L'ATV faisait partie de l'Accord sur l'OMC et son objet était de garantir l'intégration totale des produits du secteur des textiles et des vêtements dans le cadre général des règles et disciplines du GATT de 1994, par le biais de la libéralisation des échanges, et cela s'appliquait à tous les Membres y compris la Chine. De façon plus générale, le contexte dans lequel les dispositions du paragraphe 241 avaient été rédigées et devaient être interprétées était lié à l'application intégrale de l'ATV aux échanges entre la Chine et tous les autres Membres de l'OMC. Dans un sens plus étroit, il était lié à l'application des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance et l'article 2:13 était expressément mentionné à cet égard.

21. L'OSpT a reconnu qu'on pouvait faire une autre interprétation que celle donnée au paragraphe 20. Les principaux éléments de cette interprétation seraient les suivants:

- Lorsqu'un Membre accédait à l'OMC, il avait droit à en retirer tous les avantages à compter de la date de son accession, y compris les avantages en vigueur à cette date. Si l'on suivait ce raisonnement, la Chine aurait droit aux avantages applicables durant l'étape 2 de la mise en œuvre de l'ATV, mais pas à ceux qui avaient été accordés avant son accession, tels que la majoration du coefficient de croissance prévue à l'article 2:13 pour l'étape 1. Certes, le paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail mentionnait aussi l'article 2:13, mais en introduisant une nuance avec l'expression "comme il convient". Si les Membres avaient eu pour intention que la majoration de 16 pour cent prévue à l'article 2:13 s'applique également à la Chine, ils l'auraient dit en termes clairs. Toutefois, la lecture de cette disposition avec la réserve "comme il convient" donnait à penser qu'il conviendrait d'offrir à la Chine les avantages prévus à l'article 2:14 du fait qu'elle était devenue Membre le 11 décembre 2001, mais pas ceux prévus à l'article 2:13 qui étaient applicables plusieurs années avant son accession. Les explications fournies par le Canada et les Communautés européennes en réponse aux demandes de clarification de l'OSpT se fondaient sur ce raisonnement. Le Canada avait déclaré que "[p]uisque l'accession de la Chine a eu lieu le 11 décembre 2001 pendant la deuxième étape de l'intégration, les dispositions appropriées relatives à la majoration des coefficients de croissance dans le cas de la Chine sont celles qui sont stipulées pour les deuxième et troisième étapes de l'intégration dans le cadre de l'ATV".<sup>13</sup> Les Communautés européennes avaient déclaré qu'en accordant à la Chine les mêmes avantages, c'est-à-dire "l'intégralité de l'augmentation de 25 pour cent inhérente à la deuxième étape d'intégration", suivis par la majoration de 27 pour cent applicable pour la troisième étape, elle avait donc largement appliqué "le critère pertinent "comme il convient" du paragraphe [241 du rapport du Groupe de travail]".<sup>14</sup>

---

<sup>13</sup> Voir G/TMB/N/62/Add.3/Corr.1/Suppl.1.

<sup>14</sup> Voir G/TMB/N/60/Add.5/Suppl.2.



- La Chine avait d'autant moins le droit de prétendre aux avantages prévus à l'article 2:13 qu'elle n'avait pas assumé les obligations découlant de l'ATV depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995, qui était la date de départ de la mise en œuvre de la première étape du processus d'intégration. Elle n'avait assumé ces obligations qu'à partir du 11 décembre 2001 et il fallait aussi tenir compte de ce fait pour définir l'équilibre approprié des droits et des obligations.
- S'il était vrai que la Chine devait mettre en œuvre en ce qui la concerne les étapes 1, 2 et 3 du programme d'intégration en une seule fois, cela ne lui conférait pas le droit de bénéficier de l'application du coefficient de croissance applicable pour la première étape. Le droit correspondant, dont la Chine avait bénéficié en conséquence de l'application du programme d'intégration, était celui d'invoquer les dispositions du mécanisme de sauvegarde transitoire défini à l'article 6.
- Selon ce raisonnement, il ne serait pas justifié d'établir une sorte de parallélisme entre le fait que la Chine avait retiré tous les avantages de l'application des programmes d'intégration des différents Membres appliquant des restrictions et la revendication selon laquelle elle devrait aussi bénéficier des avantages prévus à l'article 2:13. L'intégration était une caractéristique de l'ATV qui ne pouvait pas être "subdivisée" ou appliquée de manière sélective (elle ne pouvait pas être appliquée seulement à une partie des Membres de l'OMC). Une fois un produit intégré, il n'entrait plus dans le champ d'application de l'ATV et était assujéti aux règles et disciplines générales du GATT de 1994. Comme le commerce des produits intégrés ne serait plus régi par l'ATV (et, en particulier, aucune restriction ne serait appliquée à ces produits en vertu de l'une ou l'autre des dispositions de l'ATV), les "avantages" de l'intégration qui devaient être accordés avant l'accession d'un nouveau Membre devaient aussi être accordés immédiatement aux Membres d'accession récente. À la lumière de cette interprétation, la notion d'intégration était une notion totalement différente que l'on ne pouvait pas mélanger ou mettre en parallèle avec l'application de la majoration des coefficients de croissance visant les produits qui faisaient toujours l'objet de limitations en vertu de l'ATV.
- Si l'on suivait toujours le même raisonnement, une analyse succincte des dispositions pertinentes du rapport du Groupe de travail dans leur contexte et à la lumière du but et de l'objet des instruments d'accession confirmerait la validité de cette interprétation. Le but et l'objet de ces instruments était de définir les conditions de l'accession de la Chine, et notamment de déterminer dans quelle mesure et à quelles conditions certaines dispositions de l'Accord sur l'OMC et des accords connexes, tels que l'ATV, devaient s'appliquer à la Chine ou être appliquées par elle. Le contexte du paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail était lié aux modalités selon lesquelles il convenait d'appliquer l'ATV dans le cas de la Chine. Ces modalités prévoyaient que les avantages résultant des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance ne devaient être octroyés à la Chine qu'à l'étape correspondant à son accession.

22. L'OSpT a relevé en outre qu'un des arguments formulés par la Chine dans certaines de ces observations au titre de l'article 2:2 n'avait pas encore été convenablement traité dans le débat relaté aux paragraphes 20 et 21. Comme indiqué au paragraphe 13 ci-dessus, la Chine avait soutenu que, puisque, selon la deuxième phrase du paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail, le membre de phrase "le jour précédant [la date d'] entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC" devrait être considéré comme renvoyant au jour précédant la date d'accession de la Chine, elle devait être traitée comme si elle avait accédé à l'OMC le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et jouir des avantages commerciaux résultant de l'ATV.

Rappelant qu'au paragraphe 20, il avait déjà reconnu la possibilité d'une interprétation qui permettrait à la Chine de revendiquer l'application de l'article 2:13, l'OSpT a dit que cet argument particulier avancé par la Chine ne semblait pas étayer cette position. Premièrement, la définition donnée au paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail du jour précédant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC avait pour but de préciser que cette date devait être employée aux fins de la notification des restrictions quantitatives appliquées aux importations provenant de la Chine. Il n'en résultait pas que la Chine devait être traitée comme si elle avait accédé à l'OMC le 1<sup>er</sup> janvier 1995. Deuxièmement, si les Membres traitaient la Chine de la même façon que si celle-ci avait accédé à l'OMC le jour de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, les avantages commerciaux octroyés à la Chine, au cas où les dispositions pertinentes auraient été appliquées à la lettre, auraient créé une situation dans laquelle ceux qui étaient effectivement Membres le 1<sup>er</sup> janvier 1995 jouiraient de moins d'avantages et d'un traitement moins favorable que les Membres d'accession plus récente. Cela était dû au fait que les niveaux de base retenus en ce qui concerne les restrictions appliquées aux différents pays auraient été ceux en vigueur le 31 décembre 1994 pour les Membres ayant accédé le 1<sup>er</sup> janvier 1995, alors que pour la Chine les niveaux de base à retenir auraient été les niveaux de restriction en vigueur près de sept ans plus tard (au 10 décembre 2001) et ces niveaux auraient déjà été modifiés par l'application à sept reprises des coefficients de croissance annuelle convenus sur le plan bilatéral pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et le 10 décembre 2001.

23. Pour résumer l'examen de cet aspect de la question, l'OSpT a conclu que, comme la disposition pertinente du rapport du Groupe de travail ne donnait pas d'indications dénuées d'ambiguïté, il était impossible de parvenir à une conclusion claire et incontestable au sujet de la question de savoir si les Membres qui appliquaient des restrictions étaient également tenus d'appliquer la majoration d'au moins 16 pour cent prévue à l'article 2:13 aux coefficients de croissance repris du régime antérieur à l'ATV. L'OSpT a reconnu qu'on pouvait présenter des arguments en faveur d'une interprétation de la disposition pertinente selon laquelle il conviendrait bien d'appliquer cette majoration, comme l'avait fait la Turquie. Toutefois, il y avait aussi des arguments étayant l'interprétation contraire, c'est-à-dire celle du Canada, des Communautés européennes et des États-Unis. On a relevé en outre que les observations faites par la Chine en vertu de l'article 2:2 semblaient reconnaître, ou du moins prendre en considération, les incertitudes qui entouraient l'interprétation des obligations juridiques découlant du paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail. Les Communautés européennes n'avaient pas appliqué la majoration prévue à l'article 2:13 et, contrairement à d'autres Membres visés par des restrictions, la Chine n'avait pas manifesté d'objection à ce sujet. Dans ses observations relatives à la notification du Canada, tout en revendiquant le droit à une majoration de 16 pour cent, la Chine elle-même avait offert une autre interprétation en déclarant qu'un coefficient de croissance d'au moins 25 pour cent sera appliqué à la Chine à compter du 11 décembre 2001. De même, dans les premières observations faites au sujet de la notification des États-Unis, la Chine avait déclaré, entre autres, que les États-Unis devraient la traiter comme si elle avait accédé à l'OMC le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et que les avantages commerciaux prévus par l'ATV s'appliqueraient également à elle. Toutefois, dans une communication ultérieure qui contenait des observations au sujet de l'application des coefficients de croissance des deuxième et troisième étapes notifiées par les États-Unis, la Chine avait donné une formule qui était celle qu'à son avis les États-Unis devraient appliquer. Cette formule prenait comme base de calcul le niveau du contingent de 2001, mais omettait l'application de la majoration de 16 pour cent du coefficient de croissance.

24. L'OSpT a déploré que les Membres aient laissé une importante ambiguïté dans la formulation de la disposition pertinente du rapport du Groupe de travail sur l'accession de la Chine, si bien qu'il ne lui était pas possible d'adopter une position plus ferme en ce qui concerne la méthode à appliquer.

- ii) Quelle était la méthode qu'il fallait appliquer pour la majoration des coefficients de croissance de l'étape 2 (article 2:14 a))?

25. L'OSpT a rappelé que, quelle que soit la position adoptée en ce qui concerne l'article 2:13, chacun des quatre Membres qui appliquaient des restrictions en vertu de l'article 2:1 avait notifié qu'il avait appliqué la majoration des coefficients de croissance respectifs applicable pour l'étape 2. Toutefois, cette majoration n'avait pas été mise en œuvre de la même façon par tous. Le Canada, les Communautés européennes et la Turquie avaient majoré le coefficient de croissance de l'intégralité des 25 pour cent stipulés à l'article 2:14 a), tandis que les États-Unis l'avaient appliquée au prorata de la période (21 jours au total) durant laquelle la Chine avait été Membre pendant la deuxième étape du processus d'intégration de l'ATV.<sup>15</sup> Comme cette application au prorata se traduisait par une majoration beaucoup plus limitée du coefficient de croissance et donc du niveau des contingents, la façon dont les États-Unis avaient appliqué les dispositions de l'article 2:14 a) avait une incidence très nette sur le niveau des limitations pour l'étape 3 de l'application de l'ATV.

26. L'OSpT a décidé d'examiner si les dispositions pertinentes des instruments d'accession de la Chine et de l'ATV autorisaient les États-Unis à appliquer la méthode décrite ci-dessus. Rappelant son analyse détaillée des différentes interprétations ordinaires possibles de l'expression "comme il convient" qui se trouvait à la troisième phrase du paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail, l'OSpT a dit qu'il avait déjà reconnu qu'une des interprétations possibles pouvait être que cette expression renvoyait à l'un ou l'autre ou à l'ensemble des éléments (et donc des engagements) énumérés dans la phrase en question.<sup>16</sup> Toutefois, en faisant cette analyse, il avait mis l'accent sur l'existence ou l'absence d'une obligation juridique claire d'appliquer une disposition donnée de l'ATV (article 2:13) dans son intégralité et n'avait pas examiné la question que soulevait la façon dont les États-Unis avaient effectivement appliqué une autre disposition de l'ATV, à savoir son article 2:14 a). Pour ce qui est de cette dernière question, l'OSpT avait donc dû examiner si l'expression "comme il convient" pourrait justifier une modalité d'application sensiblement différente de celle prescrite dans la disposition pertinente de l'ATV.

27. Durant l'examen de cette question, l'OSpT a fait les observations suivantes:

- La disposition figurant au paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail était libellée comme suit: "La majoration des coefficients de croissance prévue à l'article 2:13 et 2:14 de l'ATV devrait être appliquée comme il convient à ces niveaux de base à partir de la date d'accession de la Chine." Comme indiqué plus haut, l'OSpT ne disposait pas de renseignements suffisants pour parvenir à une conclusion définitive au sujet du sens de l'expression "comme il convient". Néanmoins, à son avis, cette expression pouvait servir à déterminer soit lesquels des articles énoncés devaient être appliqués en l'espèce, soit quelle devrait être la date de leur application effective. Toutefois, rien dans cette interprétation ne donnait à penser que cette expression autoriserait aussi un Membre à ne pas appliquer intégralement l'un ou l'autre des articles mentionnés, dès lors qu'on aurait déterminé qu'il "convenait" de les appliquer aux fins de la mise en œuvre de l'ATV. En d'autres termes, dès lors que les États-Unis avaient conclu que, la Chine étant devenue Membre de l'OMC durant l'étape 2 de l'ATV, il convenait de lui appliquer les dispositions de l'article 2:14 a), elle aurait dû appliquer intégralement lesdites dispositions (c'est-à-dire pour l'ensemble de l'année durant laquelle la Chine avait accédé à l'OMC) et le libellé de cette phrase ne semblait pas laisser aux Membres une latitude supplémentaire à cet

---

<sup>15</sup> Voir aussi les paragraphes 11 et 12.

<sup>16</sup> Voir en particulier le paragraphe 17.

égard. Par conséquent, selon l'OSpT, considérer qu'il convenait d'appliquer une majoration de 25 pour cent du coefficient de croissance au prorata pour la période de 21 jours, comme l'avaient fait les États-Unis, ne paraissait pas justifié par les dispositions pertinentes du rapport du Groupe de travail.

- Cette conclusion était confortée par le libellé très clair de l'article 2:14 a), qui ne prévoyait aucune flexibilité ou marge de discrétion, et notamment aucune possibilité d'application au prorata. De plus, l'application au prorata en tant que telle ne figurait pas parmi les notions fondamentales de l'ATV. La seule disposition qui autorisait expressément ou implicitement les Membres à appliquer une mesure au prorata était l'article 6, dans le contexte duquel l'application au prorata d'un niveau de limitation pouvait être requise uniquement aux fins de l'administration ou de la mise en œuvre d'une mesure de sauvegarde transitoire (lorsque la période d'application de cette mesure ne coïncidait pas avec une année civile entière).
- Le Canada, les Communautés européennes et la Turquie avaient appliqué intégralement à la Chine la majoration de 25 pour cent du coefficient de croissance. Surtout, aucun autre Membre, y compris les États-Unis, n'avait jamais par le passé appliqué cette majoration au prorata à aucun autre Membre de l'OMC. Les États-Unis ne l'avaient pas appliqué en 1995 ou au début de 1996 aux exportateurs qui n'étaient devenus Membres de l'OMC que quelques mois après la date d'entrée en vigueur de l'Accord de l'OMC, ni même aux fournisseurs qui avaient accédé à l'OMC durant la deuxième étape du processus d'intégration (dans certains cas avec des dispositions d'accession très similaires à celles qui se trouvaient dans le rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine).

28. Compte tenu des considérations résumées aux paragraphes 25 à 27, l'OSpT:

- a noté, à nouveau, que le Canada, les Communautés européennes et la Turquie avaient intégralement appliqué la majoration de 25 pour cent des coefficients de croissance applicable pour la deuxième étape, conformément à l'article 2:14;
- a conclu qu'il n'était pas justifié en vertu des dispositions pertinentes des instruments d'accession et de l'ATV d'appliquer au prorata la majoration de 25 pour cent sur la base de la brève période durant laquelle la Chine avait été Membre de l'OMC durant la deuxième étape, et a fait observer en outre que cette approche n'était pas conforme à la façon dont les États-Unis avaient appliqué l'ATV dans d'autres cas.

iii) À quelle date les Membres qui restreignaient leurs importations devaient-ils appliquer les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance?

29. L'OSpT a rappelé que, selon la formulation du paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine, la majoration des coefficients de croissance "devrait être appliquée comme il convient à ces niveaux de base à partir de la date d'accession de la Chine". Rappelant en outre que cette date était le 11 décembre 2001, il a relevé que les quatre Membres qui appliquaient des restrictions aux importations en provenance de la Chine en vertu de l'article 2:1 n'avaient effectivement appliqué les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance que le 1<sup>er</sup> janvier 2002. Cela amenait à se demander si les dispositions pertinentes des instruments d'accession autorisaient ces pays à n'appliquer la majoration des coefficients de croissance qu'à partir de cette date.

30. Examinant cet aspect de la question, l'OSpT a dit que la majoration des coefficients de croissance correspondants, dans la mesure où elle était applicable pour l'étape 1 et de toute façon pour l'étape 2, aurait dû dans l'idéal intervenir le 11 décembre 2001. En même temps, il a rappelé qu'il avait déjà accepté qu'une des interprétations possibles de la troisième phrase du paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail était que l'expression "comme il convient" pouvait aussi s'appliquer à la toute dernière partie de la phrase selon laquelle les engagements devaient être appliqués "à partir de la date d'accession de la Chine". Compte tenu de la flexibilité inhérente à cette formulation, on pouvait aussi examiner des considérations pratiques pour justifier le fait de n'appliquer les majorations que le 1<sup>er</sup> janvier 2002. Pour ce qui est de l'administration des restrictions appliquées en vertu de l'ATV, le début d'une nouvelle année civile était toujours un moment important, puisqu'il correspondait au début d'une nouvelle année contingentaire, c'est-à-dire au début de l'application du nouveau niveau de limitation annuelle, résultant lui-même de l'application des coefficients de croissance annuelle correspondants. Comme trois semaines seulement s'étaient écoulées entre l'accession de la Chine et le début de l'année contingentaire 2002, on pouvait justifier le retard de la mise en œuvre effective des dispositions par des considérations administratives pratiques et considérer que ce retard n'était pas excessif.

31. Compte tenu des considérations ci-dessus, l'OSpT a conclu que, même si certaines des mesures en question auraient pu être appliquées dès le 11 décembre 2001, il fallait en revanche qu'elles soient appliquées au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2002, ce qu'avaient bien fait le Canada, les Communautés européennes, la Turquie et les États-Unis.

iv) Conclusions

32. Après avoir soigneusement examiné tous les aspects de la question, l'OSpT a conclu que, les dispositions pertinentes des instruments juridiques de l'accession de la Chine ne donnant pas d'indication totalement dénuée d'ambiguïté, il était impossible de répondre clairement à la question de savoir si les Membres qui appliquaient des restrictions étaient également tenus d'appliquer la majoration d'au moins 16 pour cent des coefficients de croissance prévue à l'article 2:13 pour la première étape du processus d'intégration. L'impossibilité de répondre clairement à cette question avait conduit l'OSpT à se demander quelles étaient les prescriptions minimales que les Membres concernés devaient respecter. Ces prescriptions minimales pouvaient se résumer comme suit: à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002, les niveaux de base constatés au 10 décembre 2001 devaient être augmentés par l'application du coefficient de croissance correspondant à l'année 2001 (antérieur à l'accession de la Chine), majoré de l'intégralité des 25 pour cent prévus pour l'étape 2 et des 27 pour cent supplémentaires prévus pour l'étape 3.

33. Comme, selon leur notification, les États-Unis avaient appliqué les dispositions pertinentes d'une façon qui n'était pas conforme aux prescriptions minimales ci-dessus, l'OSpT a décidé de les inviter à reconsidérer leur position à la lumière de ses observations et conclusions et à apporter les ajustements nécessaires à la méthode qu'ils appliquaient.

34. L'OSpT a dit que, durant son débat approfondi, il avait analysé les aspects pertinents des notifications reçues de la Chine au titre de l'article 2:2 et y avait réfléchi dans toute la mesure du possible. Il considérait donc que l'examen des aspects des notifications faites au titre de l'article 2:2 qui concernaient la méthode d'application des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance était terminé.

c) Taipei chinois

35. Le paragraphe 167 du rapport du Groupe de travail de l'accession du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu est libellé comme suit:

"Le représentant du Taipei chinois a dit que les restrictions quantitatives frappant les importations de textiles et de vêtements originaires du Taipei chinois dans le cadre d'arrangements conclus entre le Taipei chinois et les Membres de l'OMC qui étaient en vigueur le jour précédant la date d'accession du Taipei chinois à l'OMC seraient notifiées à l'Organe de supervision des textiles (OSpT) comme étant les niveaux de base aux fins de l'application de l'article 2 de l'Accord sur les textiles et les vêtements. Le représentant du Taipei chinois a déclaré que, pour les besoins de l'accession du Taipei chinois à l'OMC, le passage "le jour précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC" contenu à l'article 2:1 de l'Accord sur les textiles et les vêtements serait réputé renvoyer au jour précédant la date d'accession du Taipei chinois à l'OMC. Le cas échéant, à partir de la date d'accession du Taipei chinois à l'OMC, ces niveaux de base seraient majorés, par étapes, des coefficients de croissance prévus à l'article 2:13 et 2:14 de l'Accord sur les textiles et les vêtements. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements."<sup>17</sup>

36. L'OSpT a rappelé que les renseignements communiqués par les Membres qui appliquaient des restrictions en vertu de l'article 2:1 aux importations provenant du Taipei chinois en ce qui concerne la façon dont ils avaient appliqué les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance pouvaient se résumer comme suit:

- Le Canada a déclaré que: "En ce qui concerne les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance prévues aux paragraphes 13 et 14 de l'article 2 de l'ATV, le Canada a majoré le coefficient de croissance pour les niveaux de limitation restants avec le Taipei chinois de 27 pour cent le 1<sup>er</sup> janvier 2002."<sup>18</sup> Dans une communication ultérieure, le Canada a déclaré ce qui suit: "S'agissant de l'application, par le Canada, des dispositions relatives aux coefficients de croissance majorés, ... le paragraphe 167 du rapport du Groupe de travail dispose qu'"à partir de la date d'accession du Taipei chinois à l'OMC [les] niveaux de base seraient majorés, par étapes, des coefficients de croissance prévus à l'article 2:13 et 2:14 de l'Accord sur les textiles et les vêtements". Étant donné que le Taipei chinois n'est devenu Membre de l'OMC que le 1<sup>er</sup> janvier 2002, l'étape pertinente est la troisième étape d'intégration dans le cadre de l'ATV. C'est pourquoi le Canada a appliqué la disposition relative aux coefficients de croissance majorés pour la troisième étape et a augmenté de 27 pour cent, le 1<sup>er</sup> janvier 2002, les coefficients de croissance des restrictions encore imposées aux importations en provenance du Taipei chinois."<sup>19</sup>
- Les Communautés européennes ont déclaré que: "En ce qui concerne les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance prévues aux paragraphes 13 et 14 de l'article 2 de l'ATV, la CE a majoré le coefficient de croissance pour les niveaux de limitation restants avec le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu de 27 pour cent le 1<sup>er</sup> janvier 2002."<sup>20</sup> En outre, dans une

---

<sup>17</sup> Voir WT/ACC/TPKM/18.

<sup>18</sup> Voir G/TMB/N/62/Add.4/Corr.1.

<sup>19</sup> Voir G/TMB/N/62/Add.4/Corr.1/Suppl.1.

<sup>20</sup> Voir G/TMB/N/60/Add.6/Suppl.1.

communication ultérieure<sup>21</sup>, elles ont donné mot pour mot la même explication que le Canada.<sup>22</sup>

- La Turquie a expliqué qu'en ce qui concerne les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance prévues aux paragraphes 13 et 14 de l'article 2 de l'ATV, la Turquie a majoré le coefficient de croissance des niveaux de limitation restants avec le Taipei chinois de 16 pour cent, de 25 pour cent et enfin de 27 pour cent le 1<sup>er</sup> janvier 2002.<sup>23</sup>
- La communication des États-Unis contenait le passage suivant: "Le rapport du Groupe de travail de l'accession du Taipei chinois prévoit que, le cas échéant, à partir de la date d'accession du Taipei chinois à l'OMC, les niveaux de base seraient majorés des coefficients de croissance prévus à l'article 2:13 et 2:14 de l'ATV. Le Taipei chinois étant devenu Membre de l'OMC le 1<sup>er</sup> janvier 2002, les coefficients de croissance ont été majorés de 27 pour cent."<sup>24</sup> L'OSpT avait demandé aux États-Unis d'expliquer pourquoi ils avaient décidé d'appliquer la disposition relative à la majoration des coefficients de croissance de cette manière mais n'a pas eu de réponse.

37. L'OSpT a rappelé que les notifications faites par le Taipei chinois au titre de l'article 2:2 ne contenaient aucune observation sur l'application des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance. Il a aussi rappelé que le Taipei chinois était devenu Membre de l'OMC le 1<sup>er</sup> janvier 2002. Par conséquent, sur la base des notifications fournies par les Membres qui appliquent des restrictions, il a pu être établi que, conformément au paragraphe 167 du rapport du Groupe de travail, chacun des quatre Membres concernés avait notifié les restrictions en vigueur au 31 décembre 2001, veille de la date de l'accession du Taipei chinois. En outre, l'OSpT a constaté que le niveau des limitations appliquées au 31 décembre 2001 avait été employé comme niveau de base aux fins de l'application de l'article 2 de l'ATV, y compris en ce qui concerne les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance. Il a noté en outre que le Canada, les Communautés européennes, les États-Unis et la Turquie avaient appliqué ces dispositions à la même date, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> janvier 2002, conformément à ce qui était prévu dans le rapport du Groupe de travail ("à compter de la date d'accession du Taipei chinois"). Néanmoins, l'OSpT a relevé que:

- alors que le Canada, les Communautés européennes et les États-Unis n'avaient majoré les coefficients de croissance repris du régime antérieur que des 27 pour cent prévus par l'étape 3 dans l'article 2:14 b), la Turquie les avait majorés premièrement de 16 pour cent, puis de 25 pour cent (conformément à ce que prévoyait l'article 2:13 et 2:14 a) respectivement) et enfin des 27 pour cent prévus pour l'étape 3;
- les États-Unis, dans leur notification, avaient cité de façon erronée les dispositions pertinentes du rapport du Groupe de travail qui (contrairement à celui de la Chine) ne comprenait pas l'expression "comme il convient". Au contraire, ils ont déclaré que la majoration prévue des coefficients de croissance serait appliquée par étapes à compter de la date de l'accession du Taipei chinois.

---

<sup>21</sup> Voir G/TMB/N/60/Add.6/Suppl.2.

<sup>22</sup> Voir l'alinéa précédent du paragraphe 36.

<sup>23</sup> Voir G/TMB/N/432/Add.1.

<sup>24</sup> Voir G/TMB/N/63/Add.13/Suppl.1.

38. Sur la base des renseignements dont il disposait (récapitulés aux paragraphes 35 à 37), l'OSpT a considéré que, afin de se mettre d'accord sur la question examinée, il devait examiner si les Membres appliquant des restrictions étaient également tenus, en vertu des conditions énoncées dans les instruments juridiques de l'accession du Taipei chinois, d'appliquer les majorations d'au moins 16 pour cent, puis d'au moins 25 pour cent des coefficients de croissance prévues respectivement pour les étapes 1 et 2 du processus d'intégration dans l'article 2:13 et 2:14 a).

- i) Les Membres appliquant des restrictions étaient-ils aussi tenus d'appliquer les majorations d'au moins 16 pour cent, puis d'au moins 25 pour cent prévues pour les étapes 1 et 2 à l'article 2:13 et 2:14 a)?

39. Il est dit notamment au paragraphe 167 du rapport du Groupe de travail de l'accession du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu que: "Le cas échéant, à partir de la date d'accession du Taipei chinois à l'OMC, ces niveaux de base [c'est-à-dire ceux en vigueur le 31 décembre 2001], seraient majorés, par étapes, des coefficients de croissance prévus à l'article 2:13 et 2:14 de l'Accord sur les textiles et les vêtements." De la même manière qu'il l'avait fait pour le passage correspondant des instruments d'accession de la Chine<sup>25</sup>, l'OSpT a observé que si l'on supprimait les mots "par étapes" de cette phrase, les obligations correspondantes seraient totalement dénuées d'ambiguïté, ce qui impliquerait qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2002 les coefficients de croissance repris du régime antérieur auraient dû être majorés premièrement d'au moins 16 pour cent (article 2:13), deuxièmement d'au moins 25 pour cent de plus (article 2:14 b)) et troisièmement d'au moins 27 pour cent (article 2:14 b)). À la lumière de ces considérations, l'OSpT a examiné le sens de l'expression "par étapes" afin de préciser dans quelle mesure ce sens, pris dans le contexte de l'ensemble de la phrase citée ci-dessus, pourrait modifier l'interprétation de cette disposition et des obligations juridiques qui en découlent. Le mot "étapes"<sup>26</sup> est défini comme étant l'une des phases ou périodes d'une évolution, une période ou un degré dans l'avancement d'un processus, une subdivision d'un processus, une série de positions successives, une des parties d'un voyage ou d'un processus subdivisés par des arrêts. L'OSpT a considéré qu'outre la question de la définition du sens ordinaire du mot, il fallait examiner un autre aspect, c'est-à-dire se demander si les rédacteurs du texte avaient eu l'intention d'employer le mot "étapes" comme un substantif ordinaire ou s'ils avaient à l'esprit la connotation bien précise que ce mot avait dans le contexte de l'ATV (c'est-à-dire une référence aux étapes du processus d'intégration). L'OSpT a pensé qu'il n'était pas possible de répondre à cette dernière question avec certitude, mais qu'on pouvait supposer que les rédacteurs avaient probablement eu cette connotation à l'esprit au moment où ils avaient rédigé ce passage du rapport.

40. Après avoir délibéré sur toutes les possibilités, l'OSpT a considéré qu'on pouvait interpréter la phrase en question du paragraphe 167 du rapport du Groupe de travail dans un sens qui obligerait les Membres appliquant des restrictions à donner effet à la majoration des coefficients de croissance prévus pour les trois étapes à la même date, comme l'avait fait la Turquie. Cette interprétation pouvait être appuyée par le fait que l'article 2:13 et 2:14 était expressément mentionné dans le texte. Les mots "par étapes" paraissant renvoyer aux différentes étapes du processus d'intégration, le fait que le mot "étapes" ait été employé au pluriel pouvant être compris comme une indication selon laquelle il fallait appliquer la majoration des coefficients de croissance prévue pour toutes les étapes pertinentes. Par ailleurs, un des sens du mot "étapes" renvoie à un processus consistant en une série de mesures qui s'appuient chacune sur la précédente. De plus, l'OSpT a noté que, même si l'on pouvait soutenir que ces dispositions exigeaient la mise en œuvre de chacune des majorations successives prévues à l'article 2:13, 2:14 a) et 2:14 b), le libellé de la phrase ne disait pas clairement si ces trois majorations devaient se faire en une étape (à la même date) ou en étapes successives qui pourraient être bien

---

<sup>25</sup> Voir en particulier le paragraphe 17.

<sup>26</sup> Voir note 12.



distinctes les unes des autres en ce qui concerne la date de leur début et de leur fin (et, au cas où telle aurait été l'intention des rédacteurs, quelle devrait être la durée de chacune de ces étapes). Après avoir approfondi cet aspect, l'OSpT a considéré qu'il était peu probable que les rédacteurs aient eu l'intention de n'accorder que les avantages d'une majoration d'au moins 16 pour cent prévue pour l'étape 1 pendant une période indéterminée, après laquelle seraient appliqués premièrement la majoration d'au moins 25 pour cent et deuxièmement la majoration d'au moins 27 pour cent, là encore pour des durées indéterminées.

41. Nonobstant les considérations ci-dessus, l'OSpT a reconnu qu'il pouvait aussi y avoir une interprétation totalement différente de la même disposition, selon laquelle les majorations ne devaient être appliquées que pour l'étape ou les étapes (du processus d'intégration) durant lesquelles le Taipei chinois aurait été effectivement Membre de l'OMC. Sur la base de cette interprétation, l'intégration et toutes les autres mesures connexes prévues par l'ATV devraient être mises en œuvre "par étapes" selon un calendrier clairement défini, que le Taipei chinois soit déjà Membre ou non. Le Taipei chinois n'aurait droit de bénéficier des avantages prévus qu'à partir de la date de son accession et uniquement des avantages prévus pour l'"étape" durant laquelle il devenait Membre. Le Taipei chinois étant devenu Membre le premier jour de l'étape 3 du processus d'intégration, cela signifierait qu'il fallait majorer les coefficients de croissance des 27 pour cent au moins prévus pour cette étape à l'article 2:14 b), comme l'avaient fait le Canada, les Communautés européennes et les États-Unis. Ce raisonnement impliquait que si le Taipei chinois était devenu Membre plus tôt, c'est-à-dire durant la deuxième étape, il aurait bénéficié de l'application des dispositions de l'article 2:14 a) et 2:14 b) "par étapes": en d'autres termes, il aurait bénéficié de la majoration des coefficients de croissance prévue à l'étape 2 à compter de la date de son accession et de la majoration prévue à l'étape 3 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002 seulement. D'autre part, le Taipei chinois ne pouvait pas revendiquer les avantages qui avaient été accordés avant son accession, puisqu'il n'avait assumé avant son accession aucune des obligations découlant de la mise en œuvre de l'ATV.

42. L'OSpT a noté en outre que pour faire un examen exhaustif il devrait également étudier d'autres aspects, comme celui de l'équilibre des droits et obligations découlant de l'ATV ou l'interprétation des dispositions pertinentes dans leur contexte, à la lumière de l'objet et du but des instruments juridiques concernés. Toutefois, il avait déjà examiné ces aspects et certains autres dans le cadre de l'examen des conditions d'accession de la Chine et que cet examen ne lui avait pas permis de se mettre d'accord sur une interprétation totalement dénuée d'ambiguïté. Les arguments et contre-arguments seraient les mêmes que dans le cas du Taipei chinois, ou très similaires.

ii) Conclusions

43. Après examen approfondi de la question, l'OSpT a conclu que, comme les dispositions pertinentes des instruments juridiques de l'accession du Taipei chinois ne donnaient pas d'indication claire à cet égard, il n'était pas possible d'affirmer que les Membres qui appliquaient des restrictions étaient aussi tenus d'appliquer la majoration d'au moins 16 pour cent, suivie d'une deuxième majoration d'au moins 25 pour cent des coefficients de croissance correspondants, prévues à l'article 2:13 et 2:14 a) pour les étapes 1 et 2 respectivement. Faute de pouvoir régler clairement cette question, l'OSpT s'est demandé quelles étaient les majorations minimales que les Membres concernés devaient appliquer. Il a conclu que ces obligations minimales impliquaient qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2002, le niveau de base en vigueur au 31 décembre 2001 devait être majoré par l'application du coefficient de croissance appliqué en 2001, cette majoration étant suivie d'une autre majoration de 27 pour cent applicable pour l'étape 3.

44. L'OSpT a constaté que la façon dont le Canada, les Communautés européennes, les États-Unis et la Turquie avaient appliqué les dispositions correspondantes satisfaisait à cette obligation minimale.

**Notifications au titre de l'article 2:1 de l'ATV**

45. L'OSpT a pris note d'une notification au titre de l'article 2:1 reçue des Communautés européennes suite à l'accession du Taipei chinois à l'OMC (G/TMB/N/60/Add.6, Add.6/Suppl.1 et Add.6/Suppl.2). Après avoir demandé des précisions et des renseignements aux Communautés européennes<sup>27</sup> et examiné les observations faites par le Taipei chinois au sujet de cette notification<sup>28</sup>, il a constaté que la notification, ainsi complétée, indiquait les restrictions quantitatives appliquées aux importations de textiles et de vêtements provenant du Taipei chinois en vertu des accords entre le Taipei chinois et les Communautés européennes en vigueur à la veille de la date d'accession du Taipei chinois à l'OMC, ainsi que les coefficients de croissance et les dispositions de flexibilité correspondantes. Cette notification indiquait en outre les niveaux de limitation, les coefficients de croissance et les dispositions de flexibilité appliqués au 1<sup>er</sup> janvier 2002. Pour ce qui est de l'application des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance de l'article 2:13 et 2:14, l'OSpT, ayant demandé des précisions aux Communautés européennes, a constaté que les Communautés européennes avaient déclaré entre autres que selon le paragraphe 167 du rapport du Groupe de travail, la majoration des coefficients de croissance prévue à l'article 2:13 et 2:14 de l'ATV serait appliquée par étapes à compter de la date d'accession du Taipei chinois. Le Taipei chinois n'étant devenu Membre de l'OMC que le 1<sup>er</sup> janvier 2002, l'étape pertinente était la troisième étape d'intégration de l'ATV. Par conséquent, les Communautés européennes avaient appliqué la majoration du coefficient de croissance prévue pour la troisième étape et majoré les coefficients de croissance des limitations restantes des importations provenant du Taipei chinois de 27 pour cent le 1<sup>er</sup> janvier 2002. L'OSpT a relevé que le Taipei chinois ne contestait pas ce fait et que cette majoration était conforme aux conclusions auxquelles il était parvenu en ce qui concerne les obligations minimales applicables en vertu des dispositions de l'ATV relatives à la majoration des coefficients de croissance dans le cas du Taipei chinois.<sup>29</sup> Tout en prenant note de la notification des Communautés européennes, il a relevé que les Communautés européennes avaient tenu compte, dans la communication supplémentaire qu'elles avaient fournie pour compléter la notification initiale, des observations faites par le Taipei chinois au titre de l'article 2:2 (G/TMB/N/439).

46. L'OSpT a pris note de la notification au titre de l'article 2:1 reçue de la Turquie suite à l'accession du Taipei chinois à l'OMC (G/TMB/N/432 et Add.1). Ayant demandé des précisions et des renseignements à la Turquie<sup>30</sup> et examiné les observations faites par le Taipei chinois<sup>31</sup> concernant cette notification, il a constaté qu'elle indiquait les restrictions appliquées par la Turquie à l'importation de certains textiles et vêtements reprises de l'accord bilatéral entre la Turquie et le Taipei chinois qui était en vigueur à la veille de la date d'accession du Taipei chinois à l'OMC, y compris les coefficients de croissance et les dispositions relatives à la flexibilité pertinentes. La notification contenait aussi, entre autres, des renseignements sur les catégories de produits intégrés en vertu des étapes 1, 2 et 3 au 1<sup>er</sup> janvier 2002. Pour ce qui est de l'application des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance de l'article 2:13 et 2:14, l'OSpT, ayant demandé des précisions à la Turquie, a constaté que la Turquie avait "majoré les coefficients de croissance des niveaux de limitation restants de 16 pour cent, 25 pour cent et 27 pour cent le 1<sup>er</sup> janvier 2002". Prenant note de la notification de la Turquie, l'OSpT a aussi constaté que la Turquie avait tenu compte

---

<sup>27</sup> Voir G/TMB/R/85, paragraphe 6 et G/TMB/R/87, paragraphe 5.

<sup>28</sup> Voir G/TMB/R/87, paragraphe 12.

<sup>29</sup> Voir le paragraphe 43 ci-dessus.

<sup>30</sup> Voir G/TMB/R/87, paragraphe 7.

<sup>31</sup> Voir G/TMB/R/87, paragraphes 7 et 12.

dans l'additif à la notification initiale qu'elle avait communiquée des observations faites par le Taipei chinois au titre de l'article 2:2 (G/TMB/N/446).

47. L'OSpT a pris note de la notification au titre des articles 2 et 3 reçue du Canada suite à l'accession de la Chine à l'OMC (G/TMB/N/62/Add.3, Add.3/Corr.1, Add.3/Corr.1/Suppl.1 et Add.3/Corr.1/Suppl.2). Ayant demandé des précisions et des renseignements au Canada<sup>32</sup> et examiné les observations faites par la Chine au sujet de la notification du Canada<sup>33</sup>, il a aussi pris note de la déclaration du Canada selon laquelle "toutes les restrictions quantitatives à l'égard de la Chine avaient été maintenues au titre de l'article 4 ou notifiées au titre des articles 7 ou 8 de l'AMF et que, par conséquent, elles étaient toutes notifiées seulement au titre de l'article 2 de l'ATV".<sup>34</sup> Il a aussi relevé que la notification, telle que corrigée et complétée, donnait des renseignements comprenant les niveaux de limitation en vigueur à la veille de la date d'accession de la Chine à l'OMC ainsi que les coefficients de croissance et les dispositions de flexibilité pertinentes. Elle contenait aussi des renseignements sur l'effet de la mise en œuvre des mesures d'intégration sur les restrictions notifiées et en particulier sur le fait que, comme les autres Membres de l'OMC, le Canada n'avait pas ajusté à la baisse le niveau des limitations visant les importations en provenance de Chine lorsque des produits étaient retirés du champ d'application desdites limitations durant la troisième étape de l'intégration. Pour ce qui est de l'application des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance de l'article 2:13 et 2:14, l'OSpT, ayant demandé des précisions au Canada, a constaté que le Canada avait déclaré qu'il avait majoré le coefficient de croissance des niveaux des limitations restants avec la Chine de 25 pour cent et de 27 pour cent le 1<sup>er</sup> janvier 2002. Il a noté en outre que la Chine avait déclaré que les coefficients de croissance de 16 pour cent, 25 pour cent et 27 pour cent s'appliqueraient à la Chine à des dates appropriées définies conformément au paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine, ou qu'au minimum un coefficient de croissance de 25 pour cent serait appliqué à la Chine le 11 décembre 2001, et serait majoré de 27 pour cent le 1<sup>er</sup> janvier 2002, et que le Canada, ayant examiné cette déclaration, avait continué de soutenir que la façon dont il avait appliqué les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance répondait aux prescriptions du paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine. L'OSpT a relevé que la façon dont le Canada avait mis en œuvre ces dispositions répondait aux exigences minimales qu'il avait décrites dans son examen de l'application desdites dispositions à la Chine<sup>35</sup> ainsi qu'aux exigences moindres décrites par la Chine. En prenant note de la notification du Canada, il a constaté en outre que le Canada avait tenu compte, dans le corrigendum qu'il avait fourni pour rectifier sa notification initiale, des autres observations faites par la Chine au titre de l'article 2:2 (G/TMB/N/437).

48. L'OSpT a pris note de la notification au titre des articles 2 et 3 reçue du Canada suite à l'accession du Taipei chinois à l'OMC (G/TMB/N/62/Add.4, Add.4/Corr.1, Add.4/Corr.1/Suppl.1 et Add.4/Corr.1/Suppl.2). Ayant demandé des précisions et des renseignements supplémentaires au Canada<sup>36</sup> et ayant examiné les observations faites par le Taipei chinois au sujet de la notification du Canada<sup>37</sup>, il a aussi pris note de la déclaration du Canada selon laquelle "toutes les restrictions

---

<sup>32</sup> Voir G/TMB/R/85, paragraphe 7, G/TMB/R/86, paragraphe 6 et G/TMB/R/87, paragraphe 8.

<sup>33</sup> Voir G/TMB/R/87, paragraphes 11 et 13.

<sup>34</sup> Voir G/TMB/R/87, paragraphe 8.

<sup>35</sup> Voir le paragraphe 32.

<sup>36</sup> Voir G/TMB/R/85, paragraphe 8, G/TMB/R/86, paragraphe 7, G/TMB/R/87, paragraphe 9 et G/TMB/R/88, paragraphe 7.

<sup>37</sup> Voir G/TMB/R/87, paragraphe 12.

quantitatives à l'égard du Taipei chinois avaient été maintenues au titre de l'article 4 ou notifiées au titre des articles 7 ou 8 de l'AMF et que, par conséquent, elles étaient toutes notifiées au titre de l'article 2 de l'ATV seulement".<sup>38</sup> Il a aussi relevé que la notification, telle que corrigée et complétée, contenait des précisions concernant les niveaux de limitation en vigueur à la veille de la date de l'accession du Taipei chinois à l'OMC et les taux de croissance et les dispositions de flexibilité correspondants. Cette notification contenait en outre des renseignements sur l'effet de l'application du programme d'intégration de la troisième étape sur les restrictions notifiées et en particulier sur le fait que, comme pour les autres Membres de l'OMC, le Canada n'avait pas ajusté à la baisse le niveau des limitations des importations provenant du Taipei chinois lorsque des produits étaient retirés du champ d'application desdites restrictions durant cette étape de l'intégration. Pour ce qui est de l'application des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance de l'article 2:13 et 2:14, l'OSpT, ayant demandé des éclaircissements au Canada, a noté que le Canada avait déclaré qu'il avait appliqué la disposition relative à la majoration des coefficients de croissance de la troisième étape et majoré les coefficients de croissance des limitations restantes des importations en provenance du Taipei chinois de 27 pour cent le 1<sup>er</sup> janvier 2002. Il a relevé que le Taipei chinois n'avait pas contesté cette déclaration et qu'elle était conforme à sa conclusion concernant les exigences minimales visant l'application des dispositions de l'ATV relatives à la majoration des coefficients de croissance dans le cas du Taipei chinois.<sup>39</sup> En prenant note de la notification reçue du Canada, il a aussi relevé que le Canada avait tenu compte, dans le corrigendum qu'il avait communiqué pour rectifier sa notification initiale, des observations faites par le Taipei chinois au titre de l'article 2:2 (G/TMB/N/438).

49. L'OSpT est revenu sur l'examen de la notification au titre de l'article 2:1 faite par la Turquie suite à l'accession de la Chine à l'OMC, se fondant également sur une notification additionnelle communiquée par la Turquie (G/TMB/N/422/Add.2) à la suite de l'examen qu'il avait fait de la notification additionnelle reçue de la Chine au titre de l'article 2:2.<sup>40</sup> Il a décidé d'appeler l'attention de la Chine sur les précisions ou observations contenues dans la notification additionnelle de la Turquie et en particulier sur celles concernant les coefficients de croissance notifiés par la Turquie en vertu de l'article 2:1.

50. L'OSpT est revenu sur l'examen de la notification reçue au titre de l'article 2:1 des États-Unis suite à l'accession de la Chine à l'OMC.<sup>41</sup> En l'absence de réponse aux questions qu'il avait posées aux deux Membres concernés, il a engagé un débat préliminaire sur la question du plafonnement appliqué par les États-Unis à l'utilisation combinée des possibilités de report et d'utilisation anticipée par la Chine, mentionnée dans la notification initiale.

51. L'OSpT a repris l'examen d'une notification au titre de l'article 2:1 reçue des Communautés européennes suite à l'accession de la Chine à l'OMC, en se fondant également sur les renseignements additionnels fournis par les Communautés européennes en réponse à sa demande de précisions<sup>42</sup> (G/TMB/N/60/Add.5/Suppl.2). Il a décidé de porter à l'attention de la Chine les réponses contenues dans ce document et en particulier celles qui concernaient les contingents attribués pour les foires européennes. Il a décidé de demander des précisions supplémentaires aux Communautés européennes au sujet d'une des observations faites par la Chine [dans le document G/TMB/N/436] concernant les

---

<sup>38</sup> Voir G/TMB/R/87, paragraphe 9.

<sup>39</sup> Voir le paragraphe 43.

<sup>40</sup> Voir G/TMB/R/88, paragraphe 8.

<sup>41</sup> Voir G/TMB/R/86, paragraphe 5 et G/TMB/R/88, paragraphe 5. Voir aussi G/TMB/R/87, paragraphe 10 et G/TMB/R/89, paragraphes 4 et 5.

<sup>42</sup> Voir G/TMB/R/87, paragraphe 4.

coefficients de croissance appliqués à certaines catégories de produits qui, selon la Chine, auraient dû être mentionnés dans la notification faite par les Communautés européennes au titre de l'article 2:1.<sup>43</sup>

#### **Notifications au titre de l'article 2:17 de l'ATV**

52. L'OSpT est revenu sur l'examen, au titre de l'article 2:21, de la notification faite par les Communautés européennes des dispositions administratives convenues entre les Communautés européennes et la Chine (G/TMB/N/444 et Add.1), en se fondant également sur les réponses reçues des Communautés européennes (G/TMB/N/444/Add.2) et de la Chine (G/TMB/N/451/Add.1) à une demande de précisions.<sup>44</sup> Il a décidé de demander aux Communautés européennes confirmation du fait que les dispositions administratives convenues avec la Chine, y compris celles relatives à la concentration régionale, n'étaient pas conçues comme une dérogation aux dispositions de l'ATV et seraient donc appliquées par les Membres concernés conformément aux dispositions pertinentes de celui-ci.

53. L'OSpT est revenu sur l'examen, au titre de l'article 2:21, de la notification faite par les États-Unis des dispositions administratives convenues entre les États-Unis et le Taipei chinois (G/TMB/N/449), en se fondant également sur les renseignements communiqués par le Taipei chinois en réponse à sa demande de précisions (G/TMB/N/454).<sup>45</sup> Gardant à l'esprit le fait qu'il avait demandé des précisions similaires aux États-Unis et que ceux-ci ne les avaient pas encore fournies, il a commencé à examiner les renseignements additionnels communiqués par le Taipei chinois.

54. L'OSpT est revenu sur l'examen, au titre de l'article 2:21, de la notification faite par les États-Unis des dispositions administratives convenues entre les États-Unis et la Chine (G/TMB/N/450).<sup>46</sup> Gardant à l'esprit le fait qu'il avait demandé des précisions au sujet d'un certain nombre de questions précises aux deux Membres, et qu'il ne les avait pas encore reçues, il a décidé de demander aux États-Unis des précisions au sujet d'un autre aspect, à savoir la composition d'une catégorie de produits.

#### **Notifications au titre de l'article 3:1 et 3:2 de l'ATV**

55. L'OSpT a examiné la notification au titre de l'article 3:1 faite par la Pologne suite à l'accession du Taipei chinois à l'OMC (G/TMB/N/452). D'après cette notification, la Pologne appliquait une mesure de sauvegarde aux importations de tissus de fibres synthétiques originaires du Taipei chinois. À la même époque, la Pologne avait informé l'OSpT que cette mesure serait supprimée le 15 septembre 2002. L'OSpT a relevé que la mesure avait été notifiée plus de 60 jours après l'accession du Taipei chinois à l'OMC et que sa levée le 15 septembre 2002 était conforme aux prescriptions de l'article 3:2. Il a pris note de la notification.

56. L'OSpT a examiné une notification au titre de l'article 3:2 b) faite par le Brésil et concernant le programme d'élimination progressive de la restriction quantitative appliqué par le Brésil aux importations de certains tissus en maille de fibres synthétiques ou artificielles provenant du Taipei chinois (G/TMB/N/453).<sup>47</sup> D'après cette notification, la restriction quantitative serait abolie le

---

<sup>43</sup> Voir G/TMB/R/87, paragraphe 10.

<sup>44</sup> Voir G/TMB/R/89, paragraphe 14.

<sup>45</sup> Voir G/TMB/R/89, paragraphe 16.

<sup>46</sup> Voir G/TMB/R/89, paragraphe 15.

<sup>47</sup> Voir G/TMB/R/87, paragraphe 16.

14 septembre 2003. En outre, pour l'année contingentaire qui débutait le 15 septembre 2002 et se terminait le 14 septembre 2003, le contingent serait majoré de 6 pour cent. L'OSpT a pris note de cette notification.

**Notifications au titre de l'article 2:6 et 2:7 b), 2:8 a), 2:8 b) et 2:11 de l'ATV**

57. L'OSpT a examiné, au titre de l'article 2:21, les notifications faites au titre de l'article 2:6 et 2:7 b), 2:8 a), 2:8 b) et 2:11 par la Chine (G/TMB/N/441/Rev.1, Rev.1/Add.1 et Rev.1/Add.2; G/TMB/N/442/Rev.1 et G/TMB/N/443/Rev.1). Durant son examen, il a relevé que, conformément à l'article 2:6, 2:8 a) et 2:8 b), le volume des importations des produits intégrés représentait respectivement 20,79, 17,07 et 18,10 pour cent du volume des importations de 1992 des produits visés par l'Accord. Il a aussi relevé que, conformément à l'article 2:6, 2:8 a) et 2:8 b), les produits intégrés pour chaque étape comportaient des produits de chacun des quatre groupes: mèches et filés, tissus, articles confectionnés et vêtements. En ce qui concerne le fait que la part des produits à intégrer avait été calculée sur la base des importations de 1992, l'OSpT a noté la déclaration de la Chine selon laquelle 1992 était la première année pour laquelle on disposait de données fondées sur le Système harmonisé. En outre, il a constaté que le programme d'intégration de l'étape 1 contenait trois lignes "ex SH" de l'annexe de l'ATV et a pris note de la déclaration de la Chine selon laquelle dans le cas de deux de ces lignes, seules les importations correspondant aux produits définis dans l'ATV avaient été comptées et que dans le cas de la troisième ligne, comme les produits visés par l'ATV ne pouvaient pas être distingués, la Chine avait incorporé l'ensemble des produits de la ligne dans le programme d'intégration. L'OSpT a relevé à cet égard que même si les importations de cette ligne "ex SH" n'étaient pas comptées dans le volume des importations des produits intégrés pour l'étape 1, ce volume représenterait toujours au moins 16 pour cent du volume total des importations réalisées par la Chine en 1992 des produits mentionnés à l'annexe, conformément aux prescriptions de l'article 2:6.

**Notifications au titre de l'article 2:8 b) et 2:11 de l'ATV**

58. L'OSpT a examiné, au titre de l'article 2:21, la notification faite au titre de l'article 2:8 b) et 2:11 par le Venezuela (G/TMB/N/431 et Add.1). Il a noté que, conformément à l'article 2:8 b), le volume des importations des produits intégrés représentait 20,46 pour cent du volume des importations de 1990 des produits visés par l'Accord et que les produits intégrés comportaient des produits de chacun des quatre groupes: mèches et filés, tissus, articles confectionnés et vêtements. Il a observé que le programme d'intégration portait notamment sur six lignes "ex SH" de l'annexe de l'ATV et a pris note de la déclaration du Venezuela selon laquelle le pourcentage notifié pour ces sous-positions ne correspondait pas nécessairement à celui spécifié dans l'annexe de l'ATV. Il a constaté à cet égard que même si les importations des produits relevant de ces lignes "ex SH" n'étaient pas comptées dans le volume des importations des produits intégrés pour l'étape 3, ce volume représenterait toujours au moins 18 pour cent du volume total des importations réalisées par le Venezuela en 1990 des produits visés dans l'annexe, conformément aux prescriptions de l'article 2:8 b).

---